

Le «marché accordéon» des masques pour enfants



Photo: Ryan Remiorz La Presse canadienne Tous les élèves du primaire en zone rouge doivent maintenant porter un masque de médical.

Ulysse Bergeron

10 mars 2021

Économie

Pour fournir des masques à tous les élèves du primaire de la province en zone rouge, le gouvernement du Québec a commandé plus de 35 millions de masques d'intervention pédiatrique dans les dernières semaines, créant « carrément un nouveau marché » du jour au lendemain. Si des entreprises québécoises se sont promptement relevé les manches pour répondre à la demande, ce marché du masque pour enfants pourrait être appelé à disparaître tout aussi rapidement qu'il est né.

« Ce sont des produits dont les matériaux et la fabrication doivent être certifiés.

— Martin Beaulieu

La valeur de ces commandes dépasse trois millions de dollars. « C'est carrément un nouveau marché qui vient de voir le jour », constate Martin Beaulieu, chercheur associé à HEC Montréal, spécialisé dans la gestion d'achats pour le milieu hospitalier.

Depuis cette semaine, le port du masque d'intervention pédiatrique est obligatoire pour tous les élèves de la 1^{re} à la 6^e année primaire sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal. Pour les autres régions en zone rouge, ils seront obligatoires dès leurs livraisons prévues la semaine prochaine.

Non seulement les élèves de la 1^{re} à la 4^e année doivent maintenant porter un masque, mais ceux de la 5^e et 6^e qui portaient des couvre-visages devront également les remplacer par des masques d'intervention. « Du coup, ce sont des produits dont les matériaux et la fabrication doivent être certifiés », précise l'expert.

La demande pour ce marché est plus facile à évaluer, poursuit-il : « Il ne devrait pas y avoir de surprise parce qu'on est en mesure d'évaluer la demande potentielle en fonction du nombre de masques qu'utilise chaque élève par semaine. » Le réel défi réside plutôt dans l'établissement de nouveaux canaux de distribution, selon lui.

Les appels d'offres

Le gouvernement du Québec a fait deux appels d'offres depuis l'annonce du resserrement des mesures. Un premier appel pour 15 millions de masques a été lancé fin janvier et un second pour 20 millions d'unités a été publié à la mi-février.

Et c'est une entreprise de Magog, MedSup Canada, qui a remporté la part du lion, en mettant la main sur un contrat de 22 millions d'unités, soit près de 60 % des masques commandés.

Créée en février dernier, l'entreprise faisait dans l'événementiel avant de se lancer dans la distribution d'équipements de protection individuelle (EPI). Elle en est à son premier contrat avec le Centre d'approvisionnement gouvernemental (CAG), organisme qui attribue les commandes du gouvernement du Québec.

Le p.-d.g. de l'entreprise, Éric Éthier concède que MedSup Canada est un « nouveau joueur ». « Mais nous ne sommes pas une étincelle dans le secteur, assure-t-il. Depuis le début de la pandémie, nous sommes surtout présents dans de grands magasins. »

Supermax Healthcare Canada, entreprise québécoise spécialisée dans la fabrication et la distribution d'EPI, a pour sa part décroché un contrat pour la livraison de 8,3 millions de masques dans le cadre du premier appel d'offres.

« La production de masques pour enfants ne change pas vraiment la fabrication. Les coupes de tissus sont faites différemment pour obtenir une taille différente tout simplement », indique Sylvain Bergeron, propriétaire et vice-président de l'entreprise. Les masques de Supermax sont pour leur part produits au Québec.

«» C'est un marché temporaire qui risque d'être le premier à disparaître.

— Sylvain Bergeron

Le défi était lié au délai de livraison, fait-il remarquer. Le devis indique effectivement que les livraisons devaient être effectuées au plus tard le 17 février, moins de trois semaines après la fin de l'appel d'offres.

Son de cloche similaire chez Medsup Canada. « C'était très serré. Nous avons livré dans les jours qui ont suivi le contrat. Les masques que nous avons en stock, sur les tablettes, ont été transférés. »

Un « marché accordéon »

Il est impossible d'évaluer si les quantités de masques livrées jusqu'à présent suffiront à la demande d'ici la fin des classes, en juin. L'application des mesures change en fonction de la couleur des zones dans lesquelles se trouvent les écoles.

Le marché des masques pour enfants n'est pas l'eldorado, tient à préciser Sylvain Bergeron : « C'est un marché temporaire qui risque d'être le premier à disparaître. Et comme ce n'est pas le plus lucratif des marchés, on ne va pas s'en servir comme levier pour notre croissance. »

Martin Beaulieu, de HEC Montréal, qualifie ce marché de « marché accordéon » : « Il peut potentiellement disparaître assez rapidement. C'est un beau marché, certes, mais qui suit et suivra l'évolution de la pandémie. Il peut grandir ou rétrécir en fonction des régions qui entrent ou qui sortent des zones rouges. »

Autant d'aléas qui auront nécessairement une influence sur la capacité de livraison des fabricants et des distributeurs. « Ça peut prendre à une entreprise entre un et deux mois à changer de cadence pour répondre à une demande qui augmente considérablement dans un court laps de temps », dit-il.

Qui plus est, souligne Éric Éthier, la distribution de masques dans les écoles gruge le nombre de ventes en magasin : « Il y a fort à parier que dans les villes où les élèves reçoivent des masques, il y ait moins de ventes en magasin. »

À voir en vidéo

